

**Convention collective**

IDCC : 9261. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Drôme)**

**(22 janvier 1970)**

(Etendue par arrêté du 11 février 1971,  
*Journal officiel* du 3 mars 1971)

AVENANT N° 118 DU 20 JANVIER 2011

NOR : AGRS1197055M  
IDCC : 9261

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Drôme ;

Les entrepreneurs des territoires Drôme-Ardèche ;

La fédération départementale des CUMA,

D'un part, et

La FGTA FO ;

La FGA CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les articles suivants de la convention collective sont modifiés :

A l'article 3 « Apprentis », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « (...) conformément aux dispositions du livre II de la partie VI du code du travail. »

A l'article 5 « Durée », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « (sous réserve des dispositions de l'article L. 2222-4.) ».

A l'article 6 « Révision et dénonciation », la référence : « au chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacée par : « le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ».

A l'article 7 « Procédure convention de conciliation et d'interprétation » :

– dans le titre, les mots : « et d'interprétation » sont supprimés ;

– la référence : « au chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ou son représentant » est remplacée par : « le DIRECCTE ou son représentant » ;

– au septième alinéa, les mots : « sera saisie » sont remplacés par les mots : « pourra être saisie ».

A l'article 9 « Procédure conventionnelle de conciliation des conflits individuels », au premier alinéa, le membre de phrase : « qui n'ont pu être réglés par le chef du SDITEPSA ou son représentant » est supprimé.

L'article 10 « Liberté syndicale et d'opinion » devient l'article 10 *bis*.

Le nouvel article 10 est rédigé comme suit :

« Article 10

*Discriminations*

Aucune personne ne peut faire l'objet de mesures discriminatoires, directes ou indirectes, en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou

une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de son appartenance à un mouvement philosophique ou familial, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille ou en raison de son état de santé ou de son handicap.

Aucune personne ne peut faire l'objet de mesures discriminatoires, directes ou indirectes, en raison de l'exercice normal du droit de grève, pour avoir subi ou refusé de subir du harcèlement moral ou sexuel, ou pour avoir relaté des faits de discrimination ou de harcèlement.

Cette interdiction de discrimination concerne en particulier le recrutement, l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, l'affectation, la qualification, la classification, la promotion professionnelle, la mutation, le renouvellement de contrat, la rémunération, la formation, le reclassement, les sanctions, le licenciement.

Cette interdiction de discrimination ne fait pas obstacle aux différences de traitement dans les cas prévus par la loi aux articles L. 1133-1 et suivants du code du travail. ».

A l'article 10 *bis* « Liberté syndicale et d'opinion » :

- au premier alinéa, la référence au code du travail est modifiée comme suit : « en vertu des dispositions de la deuxième partie du code du travail » ;
- au début du deuxième alinéa, est ajouté le membre de phrase : « Aucun salarié ne doit subir de discrimination, conformément aux articles L. 1132-1 et suivants du code du travail. ».

A l'article 12 « Délégués syndicaux », la référence au chef du SDITEPSA est remplacée par : « à la section agricole d'inspection du travail ».

A l'article 13 « Délégués du personnel », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « Conformément aux dispositions de l'article L. 2312-4 du code du travail. ».

A l'article 15 « Formation professionnelle et perfectionnement », premier alinéa, la référence au code du travail est modifiée comme suit : « et notamment les dispositions de la 6<sup>e</sup> partie des dispositions légales et réglementaires du code du travail relative à la formation professionnelle tout au long de la vie ».

A l'article 17 « Régime de retraite complémentaire et de prévoyance », dans le titre, les mots : « et de prévoyance » sont supprimés.

A l'article 20 « Salariés saisonniers occasionnels, salariés en contrat à durée déterminée, salariés à temps partiel, salariés à la tâche » :

- le premier alinéa est supprimé ;
- l'article du code du travail est recodifié ;
- « Travail à temps partiel », à la fin de la première phrase, est inséré : « (art. L. 3123-1 du code du travail) ».

A l'article 22 « Prêt de main-d'œuvre et marchandage », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « (art. L. 8231-1 à L. 8243-2 du code du travail) et (1<sup>re</sup> partie, livre II, titre V, chapitre I<sup>er</sup> du code du travail) ».

A l'article 24 « Période d'essai », le *a* « Contrat à durée indéterminée » est modifié comme suit :

« Il est fait application de l'article L. 1221-19 du code du travail. Le contrat de travail à durée indéterminée peut comporter une période d'essai dont la durée maximale est de 2 mois, pour les ouvriers et employés.

Pendant la période d'essai, conformément aux dispositions de l'article L. 1221-25 du code du travail, le contrat de travail à durée indéterminée peut être rompu par l'employeur, sous réserve d'un délai de prévenance qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures, en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures, entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Pendant la durée du préavis, il sera accordé aux salariés dont la période d'essai est rompue du fait de l'employeur, 1 heure payée par jour ouvrable pour leur permettre de rechercher un emploi.

La répartition de ces heures sera effectuée, à défaut d'accord entre les parties, moitié au choix du salarié, moitié au choix de l'employeur.

Pendant la période d'essai, conformément aux dispositions de l'article L. 1221-26 du code du travail, le contrat de travail à durée indéterminée peut également être rompu par le salarié, sous réserve d'un délai de prévenance de :

- 24 heures, en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures, au-delà de 8 jours de présence. »

Le *b* « Contrat à durée déterminée » est modifié comme suit :

- au troisième alinéa : l'« Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations » est remplacée par sa nouvelle dénomination : « Office français de l'immigration et de l'intégration » ;
- les quatrième, cinquième et sixième alinéas sont rédigés comme suit :

« Pendant la période d'essai, conformément aux dispositions de l'article L. 1221-25 du code du travail, le contrat de travail à durée déterminée stipulant une période d'essai de moins de 1 semaine peut être rompu par l'employeur, sans délai de prévenance.

Pendant la période d'essai, conformément aux dispositions de ce même article du code du travail, le contrat de travail à durée déterminée stipulant une période d'essai d'au moins 1 semaine peut être rompu par l'employeur, sous réserve d'un délai de prévenance qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures, en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures, entre 8 jours et 1 mois de présence.

Pendant la période d'essai, conformément aux dispositions de l'article L. 1221-26 du code du travail, le contrat de travail à durée déterminée peut également être rompu par le salarié, sous réserve d'un délai de prévenance de :

- 24 heures, en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures, au-delà de 8 jours de présence. »

A l'article 26 « Salaires et date d'effet de la révision périodique des salaires », « Procédure et périodicité de révision des salaires », le premier alinéa est rédigé comme suit :

« La commission mixte se réunit, à la demande de l'un de ses membres, une fois par an au mois de janvier pour négocier. »

L'article 27 « Salaires des jeunes travailleurs et égalité professionnelle » est ainsi rédigé :

« Le salaire minimum applicable aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans est fixé comme suit par rapport à celui applicable aux salariés adultes :

- avant 17 ans : 80 % du salaire conventionnel ;
- de 17 à 18 ans : 90 % du salaire conventionnel.

Conformément à l'article D. 3231-3 du code du travail, cet abattement est supprimé pour les jeunes travailleurs justifiant de 6 mois de pratique professionnelle dans la branche d'activité.

Toutefois, à égalité de qualification professionnelle ou de travail, les jeunes travailleurs de moins de 18 ans percevront le même salaire que le salarié adulte. »

A l'article 28 « Rémunération des apprentis », la référence au code du travail est modifiée comme suit :

- au premier alinéa : « selon les dispositions des articles D. 6222-26 et D. 6222-27 du code du travail » ;
- au dernier alinéa : « articles D. 6222-28, D. 6222-29, D. 6222-30, D. 6222-33, D. 6222-54 du code du travail ».

L'article 34 « Périodicité des règlements de salaire » est ainsi rédigé :

« Le salaire est versé une fois par mois avec possibilité de versement d'acompte.

La paie sera remise à date fixe, et en cas de rupture du contrat de travail, au moment de cette rupture. »

A l'article 35 « Bulletin de paie », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « conforme aux articles R. 3243-1 et suivants du code du travail ».

A l'article 37.1 « Contrôle a posteriori de la durée du travail », dans la dernière phrase du premier alinéa, les termes : « à compter de l'année civile » sont remplacés par : « à compter de la fin de l'année civile ».

A l'article 37.2 « Contrat de travail à temps partiel, contrat de travail intermittent », premier alinéa, la référence au code du travail est modifiée comme suit : « conformément aux dispositions des articles L. 3123-1 du code du travail. » ;

Le deuxième alinéa est rédigé comme suit :

« 2. Concernant le contrat de travail intermittent, il est fait application des dispositions de l'article 9.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles. »

A l'article 40 « Equivalence. – Période d'astreinte » :

- le mot du titre : « équivalence » est supprimé ;
- les trois premiers alinéas sont supprimés ;
- il est ajouté au début du dernier alinéa, le membre de phrase : « conformément aux dispositions de l'article L. 713-5 du code rural, ».

A l'article 42 « Repos hebdomadaire », le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Chaque semaine, le salarié a droit à un jour de repos à prendre le dimanche. Ce repos hebdomadaire a une durée minimale de 24 heures consécutives auquel s'ajoute le repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives (art. L. 714-1 du code rural). »

Au dixième alinéa, la référence au « chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacée par : « l'inspecteur du travail ».

A l'article 43 « Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés », la référence au code du travail est ainsi modifiée :

- au premier alinéa : « Conformément aux articles L. 3133-4 à L. 3133-6 et D. 3133-1 du code du travail » ;
- au deuxième alinéa : « Sous réserve des dispositions des articles L. 3133-7 et suivants du code du travail relatifs à la journée de solidarité, visés par l'article L. 3133-1 du code du travail ».

A l'article 44 « Congés annuels payés », au début du premier alinéa, est inséré le membre de phrase : « Conformément à l'article L. 3141-3 du code du travail ».

Au premier alinéa, les termes : « équivalent à un minimum de 1 mois de travail effectif » sont remplacés par : « équivalent à un minimum de 10 jours de travail effectif ».

La deuxième phrase du quatrième alinéa est rédigée comme suit :

« Les périodes de congé payé, les périodes légales de repos des femmes en couches, les périodes pendant lesquelles un salarié ou un apprenti se trouve maintenu ou rappelé sous les drapeaux à titre quelconque et l'ensemble des périodes de suspension du contrat pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle, dans la limite de 1 an sont considérées comme périodes de travail effectif. »

Au septième alinéa, les mots : « des bénéficiaires » sont remplacés par : « par les bénéficiaires ».

Au quatorzième alinéa, après le membre de phrase : « vacances scolaires d'été », les mots : « chefs de famille » sont remplacés par : « salariés ».

A l'article 47 « Congés de maternité », à la fin du premier alinéa, le mot : « délivrance » est remplacé par : « accouchement ».

A l'article 48 *bis* « Congés spéciaux pour événements familiaux », au début du premier alinéa, le mot : « ouvriers » est remplacé par : « salariés ».

Au cinquième alinéa, après les mots : « décès du conjoint », est ajouté : « (mariage ou Pacs) ».

Au premier alinéa concernant le congé de paternité, après le membre de phrase : « Après la naissance de son enfant » est inséré : « ou en cas de placement en vue de l'adoption de l'enfant » et les mots : « père salarié » sont remplacés par : « conjoint salarié ».

Au deuxième alinéa, est inséré en début de phrase la mention : « Sauf naissance prématurée. »

A l'article 50 « Absences particulières », dans le *a* « Maladie et accident », le premier alinéa est supprimé.

Au dernier alinéa du *c* « Appel de préparation à la défense nationale et congé des réservistes », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « articles L. 3142-65 et suivants du code du travail ».

A l'article 51 « Réintégration et priorité d'embauchage », 1 « Maladie et accident de trajet », les *a* et *b* sont supprimés.

A la fin de la dernière phrase du dernier alinéa, la référence à l'article 51 est supprimée.

Au premier alinéa du 2 « Maladies professionnelles et accidents du travail », la référence au code du travail est modifiée comme suit : « articles L. 1226-7 et suivants du code du travail et R. 717-13 du code rural ».

Dans la première phrase du 5 « Licenciement pour cas de force majeure et licenciement pour motif économique », le membre de phrase : « ainsi que les salariés bénéficiant de la permanence de l'emploi, licenciés pour cas de force majeure, » est supprimé.

A l'article 52 « Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident », avant le premier alinéa est inséré : « 1. Complément de rémunération versé par l'employeur ».

Au premier alinéa « 3 ans » est remplacé par : « 1 an ».

Au sixième alinéa, le membre de phrase : « à compter du 11<sup>e</sup> jour d'absence » est remplacé par : « à compter du 8<sup>e</sup> jour d'absence ».

Il est inséré un 2 ainsi rédigé :

« 2. Garanties complémentaires résultant de l'application de l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes.

Il est fait application des dispositions de l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes, rappelées ci-dessous :

*a)* Garantie incapacité temporaire de travail

A l'issue de la période donnant lieu au versement du complément de rémunération par l'employeur (cf. art. 52 de la présente convention), le salarié bénéficiera de la garantie incapacité temporaire de travail.

En effet, sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, le salarié bénéficiera d'une indemnité journalière égale à 15 % du salaire journalier de référence, versée pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu au complément de rémunération par l'employeur, prévu à l'article 52 de la présente convention et ce jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à complément de salaire par l'employeur au titre des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour

d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du huitième jour d'absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent à celles que l'intéressé perçoit de la MSA.

En tout état de cause, ces indemnités journalières cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

#### b) Garantie incapacité permanente toutes origines

Le salarié ayant 1 an d'ancienneté ou plus, bénéficie d'une rente versée chaque mois égale à 15 % du salaire mensuel brut de référence dans les cas suivants :

- en cas d'incapacité permanente de travail, quelle qu'en soit l'origine, pour une invalidité de catégorie 2 ou 3 reconnue par le régime de base de la mutualité sociale agricole ;
- ou en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, dont le taux d'incapacité permanente, au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale, est au moins égal à 66,66 %.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole. Le versement de cette rente débute dès le versement d'une rente par la MSA.

#### c) Garantie décès

En cas de décès du salarié, quelle qu'en soit l'origine, il est versé à ses ayants droit, concubin, titulaires d'un Pacs selon la définition en vigueur à la date du décès ou au (aux) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), la garantie décès prévue par l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes. »

Il est inséré un article 52 *bis* « Frais de santé » ainsi rédigé :

« Il est fait application des dispositions de l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime d'assurance complémentaire frais de santé des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes. »

A l'article 53 « Délai-congé ou préavis », le deuxième alinéa est supprimé.

A l'article 54 « Indemnité de licenciement », dans le premier alinéa, les mots : « 2 ans d'ancienneté » sont remplacés par : « 1 an d'ancienneté ».

A la fin du premier alinéa est insérée la mention : « conformément aux dispositions de l'article L. 1234-9 du code du travail. »

Au début du deuxième alinéa, est inséré la mention : « Conformément à l'article R. 1234-2 du code du travail, ».

Au troisième alinéa, le terme : « 1/10 » est remplacé par : « 1/5 ».

Le quatrième alinéa est supprimé.

Dans le cinquième alinéa, le terme : « 1/10 » est remplacé par : « 1/5 » et le terme : « 1/15 » est remplacé par : « 2/15 ».

Le sixième alinéa et le dernier alinéa sont supprimés.

A l'article 54 *bis* « Indemnité de départ à la retraite », au début du premier alinéa, le mot : « ouvriers » est remplacé par : « salariés ».

Au septième alinéa, la référence au code du travail est ainsi modifiée : « aux articles L. 1237-7 et L. 1234-9 du code du travail ».

Le dernier alinéa est supprimé.

A l'article 56 « Certificat de travail », le titre est ainsi modifié : « Documents à remettre au moment de la rupture du contrat ».

L'article est ainsi rédigé :

« A l'expiration du contrat de travail, l'employeur doit remettre au salarié un certificat de travail conforme à l'article D. 1234-6 du code du travail.

L'employeur doit délivrer au moment de la rupture ou de l'expiration du contrat de travail, les attestations et justifications lui permettant d'exercer ses droits aux allocations et indemnités de chômage.

L'employeur transmet ces mêmes attestations à Pôle emploi.

Si l'employeur établit un solde de tout compte, faisant l'inventaire des sommes versées au salarié lors de la rupture du contrat de travail, le salarié peut lui en donner un reçu.

Le salarié peut dénoncer le reçu pour solde de tout compte qu'il a délivré à l'employeur dans les 6 mois qui suivent sa signature.

Au-delà de ce délai, s'il n'a pas été dénoncé, le reçu pour solde de tout compte devient libératoire pour l'employeur pour les sommes qui y sont mentionnées. »

A l'article 57 « Hygiène et sécurité », dans le titre, le terme : « santé » est inséré après le mot : « hygiène ».

Au dernier alinéa, la référence au code du travail est modifiée comme suit : « articles L. 4614-3 à L. 4614-6 du code du travail ».

A l'article 58 « Interdiction d'emploi », le titre est ainsi modifié : « Travaux à caractère dangereux ou pénibles ».

L'article est ainsi rédigé :

« Aucun travailleur ne peut être employé dans des conditions contraires aux restrictions ou aux conditions éventuellement édictées par le médecin du travail.

Aucun travailleur ne doit être employé dans des conditions contraires à la législation du travail.

Les femmes enceintes ou allaitantes ne peuvent être employées aux travaux mentionnés aux articles D. 4152-3 et suivants du code du travail.

Les jeunes de moins de 18 ans, salariés ou non, ne peuvent être employés dans des conditions contraires aux articles D. 4153-1 et suivants du code du travail, sauf obtention préalable du CAP correspondant (sous réserve de l'avis favorable du médecin du travail) ou dérogation éventuelle par l'inspecteur du travail pour les apprentis et pour les élèves de l'enseignement technique ou professionnel.

Les salariés sous contrat à durée déterminée et les travailleurs temporaires ne peuvent être employés aux travaux mentionnés à l'article D. 4154-1 du code du travail, sauf dérogation éventuelle par le directeur régional chargé du travail. »

A l'article 59 « Cadres », en fin de phrase, est insérée la mention : « de la présente convention ».

L'annexe II « Cadres des exploitations de polyculture, d'élevage, d'arboriculture et de viticulture » est modifiée comme suit :

A l'article 3 « Permanence de l'emploi », il est inséré un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« La convention de forfait doit être écrite. Elle doit être signée par le salarié. »

A l'article 6 « Prime sur les ventes », au 2 « Arboriculture. – Viticulture », la mention : « Coopeyrieux à Beauchastel » est supprimée.

L'article 10 « Période d'essai » est ainsi rédigé :

« La période d'essai éventuelle ne peut avoir lieu que si elle a été expressément prévue dans le contrat de travail.

La durée de la période d'essai est fixée à :

- 4 mois pour les cadres du groupe C ;
- 1 an pour les cadres des groupes A et B.

L'employeur qui désire mettre fin à la période d'essai doit avertir l'autre partie par pli recommandé avec avis de réception :

- 1 mois à l'avance pour les cadres du groupe C ;
- 2 mois à l'avance pour les cadres des groupes A et B.

Lorsque le cadre veut mettre fin à la période d'essai, le délai de prévenance est de :

- 24 heures s'il est présent dans l'entreprise depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures au-delà. »

A l'article 11 « Contrat de travail », le premier alinéa est supprimé.

Au début du deuxième alinéa, les mots : « cet acte » sont remplacés par : « Le contrat de travail du cadre ».

A l'article 12 « Maladie, accident, accident du travail, maladie professionnelle médicalement constatés », au début du premier alinéa, insertion du membre de phrase : « Sous réserve des dispositions relatives aux articles L. 3242-1 à L. 3242-4 du code du travail sur la mensualisation et de l'accord national de prévoyance des cadres du 2 avril 1952, ».

A l'article 15 « Rupture du contrat de travail. – Préavis ou licenciement », les termes : « 3<sup>e</sup> groupe, 2<sup>e</sup> groupe et 1<sup>er</sup> groupe » sont remplacés respectivement par : « groupe C, groupe B et groupe A ».

Au dernier alinéa, le membre de phrase : « au lendemain de la réception » est remplacé par : « à la date de présentation ».

A l'article 16 « Absences pour recherche d'un nouvel emploi », les termes : « 3<sup>e</sup> groupe, 2<sup>e</sup> groupe et 1<sup>er</sup> groupe » sont remplacés respectivement par : « groupe C, groupe B et groupe A ».

A l'article 17 « Indemnité de licenciement », au début du deuxième alinéa, la mention : « En application de l'article L. 1234-9 du code du travail, » est insérée.



Dans le premier alinéa, les termes : « de 2 années » sont remplacés par « de 1 an ».

L'article 18 « Allocation de fin de carrière » est ainsi rédigé :

« Le cadre qui demande à bénéficier de ses droits à retraite bénéficiera d'une indemnité de fin de carrière égale au minimum à 3 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Le cadre demandant à faire valoir ses droits à la retraite doit informer son employeur 6 mois avant la date prévue pour son départ. »

A l'article 19 « Régime de prévoyance », premier alinéa, l'adresse de la caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles est modifiée comme suit : « Groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

L'annexe III « Cadres des exploitations maraîchères, horticolas, des pépinières et des champignonnières » est modifiée comme suit :

A l'article 5 « Période d'essai », le premier alinéa est modifié et rédigé comme suit :

« La période d'essai éventuelle ne peut avoir lieu que si elle a été expressément prévue dans le contrat de travail. »

Avant le dernier alinéa, les dispositions suivantes sont insérées :

« Lorsque le salarié veut mettre fin à la période d'essai, le délai de prévenance est de :

- 24 heures si le salarié est présent dans l'entreprise depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures au-delà. »

A l'article 6 « Contrat d'embauchage », le titre est modifié comme suit : « Embauchage et contrat de travail ».

L'article est rédigé comme suit :

« Le contrat de travail du cadre indique obligatoirement la date d'effet du contrat, sa durée, la catégorie d'emploi du cadre et le coefficient y afférent. Il devra indiquer de façon précise les fonctions du cadre dans l'entreprise.

Le contrat peut contenir toutes clauses complémentaires sous réserve qu'elles soient aussi favorables au cadre que les dispositions de la présente convention et annexe. »

A l'article 7 « Congés de maladie », le premier alinéa est supprimé.

Au début du deuxième alinéa, est insérée le membre de phrase : « Sous réserve des dispositions relatives aux articles L. 3242-1 à L. 3242-4 du code du travail sur la mensualisation et de l'accord national de prévoyance des cadres du 2 avril 1952, ».

A l'article 8 « Accidents du travail. – Maladies professionnelles », le premier alinéa est supprimé.

Au début du deuxième alinéa, les mots : « par ailleurs » sont supprimés et remplacés par le membre de phrase : « Sous réserve des dispositions relatives aux articles L. 3242-1 à L. 3242-4 du code du travail sur la mensualisation et de l'accord national de prévoyance des cadres du 2 avril 1952, ».

A l'article 12 « Rémunération et temps de travail », un alinéa est inséré en fin d'article :

« La convention de forfait doit être écrite. Elle doit être signée par le salarié. »

A l'article 19 « Indemnité de licenciement », après le premier alinéa, l'article est rédigé comme suit :

- « – 1/5 de mois par année de présence dans l'entreprise jusqu'à 10 ans ;
- 1/3 de mois par année de présence dans l'entreprise de 10 ans à 15 ans révolus ;
- 1/2 mois au-delà de 15 ans, avec un plafond de 12 mois d'appointements ».

L'article 20 « Absence durant le préavis » est ainsi rédigé :

« En cas de congédiement, pendant la période de préavis, le cadre licencié peut s'absenter pour rechercher un nouvel emploi. Ces absences, fixées alternativement par chacune des parties ou bloquées d'un commun accord en une ou plusieurs fois, sont néanmoins considérées comme journées de travail et rémunérées dans la limite de :

- 6 jours ouvrables pour les cadres du groupe C ;
- 9 jours ouvrables pour les cadres du groupe B ;
- 12 jours ouvrables pour les cadres du groupe A. »

A l'article 21 « Allocation de fin de carrière », les mots : « prenant sa retraite ou mis à la retraite » sont remplacés par « demandant à faire valoir ses droits à la retraite ».

L'annexe V « Indemnité de départ à la retraite » est ainsi rédigée :

« Article L. 1237-7 du code du travail

La mise à la retraite d'un salarié lui ouvre droit à une indemnité de mise à la retraite au moins égale à l'indemnité de licenciement prévue à l'article L. 1234-9.

Article L. 1234-9 du code du travail  
(Modifié par loi n° 2008-596 du 25 juin 2008, art. 4)

Le salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, licencié alors qu'il compte une année d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement.

Les modalités de calcul de cette indemnité sont fonction de la rémunération brute dont le salarié bénéficiait antérieurement à la rupture du contrat de travail. Ce taux et ces modalités sont déterminés par voie réglementaire. »

**Article 2**

*Extension et dépôt*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, lequel sera déposé à l'unité territoriale de la Drôme, DIRECCTE Rhône-Alpes.

Fait à Valence, le 20 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)